

Distr. limitée
28 janvier 2010
Français
Original: anglais

Groupe de travail sur la traite des personnes

Vienne, 27-29 janvier 2010

Projet de rapport

Additif

Point 3 de l'ordre du jour: Analyse des concepts de base du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

1. Dans sa décision 4/4, la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée a décidé que le président du groupe de travail lui soumettrait un rapport sur les activités du groupe à sa cinquième session, en 2010, et qu'elle ferait le point sur l'efficacité du groupe de travail et se prononcerait sur son avenir à sa sixième session, en 2012.
2. Le 27 janvier, le Groupe de travail a examiné le point 3 de l'ordre du jour, portant sur l'examen des concepts de base du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.
3. La Présidente a présenté le document d'information établi par le Secrétariat. Pour son examen du point 3 de l'ordre du jour, le Groupe de travail était saisi d'un document d'information présentant une analyse des concepts de base du Protocole relatif à la traite des personnes, en particulier l'"exploitation" et l'"exploitation de la prostitution d'autrui"¹.
4. La Présidente a souligné que l'absence de définition de différents termes figurant dans le Protocole demeurerait un défi majeur pour son application, tout comme l'insuffisance des capacités et des compétences en matière de justice pénale. La Présidente a invité les États parties à faire des observations sur certains des défis

¹ Document d'information établi par le Secrétariat: "Analyse des concepts de base du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée" (CTOP/COP/WG.4/2010/2).



particuliers auxquels ils avaient été confrontés face à ces questions et sur les mesures qu'ils avaient mises en place à cet égard.

5. La Présidente a accueilli les intervenants suivants: M^{me} Venla Roth (Finlande), M^{me} Nicole Zuendorf-Hinte (Allemagne), M. Wael Abou-El-Magd (Égypte) et M. Olivier Weber (France) et a invité M^{me} Roth à prendre la parole.

6. M^{me} Venla Roth, Rapporteur national de la Finlande, a évoqué les défis que devait relever la Finlande dans la lutte contre la traite des personnes. Elle a notamment mentionné le problème posé par les interprétations différentes de concepts tels que la prostitution, l'exploitation sexuelle et la traite des personnes. M^{me} Roth a, en outre, fait observer que le Rapporteur national de la Finlande pour la lutte contre la traite des personnes avait été nommé en juin 2008, à l'occasion de la révision du Plan d'action national contre la traite. Le Rapporteur national joue le rôle de mécanisme de contrôle indépendant et coordonne également les mesures de lutte en vue d'assurer une action coordonnée et de réduire le chevauchement d'activités. Il a notamment pour mandat de traiter les problèmes de définitions qui sont susceptibles de compromettre une réponse coordonnée à la traite des personnes.

7. La Présidente a présenté M^{me} Nicole Zuendorf-Hinte (Allemagne), qui a examiné les objectifs et la portée du Protocole relatif à la traite des personnes et ses dispositions clefs qui sont particulièrement importantes pour l'incrimination, la protection et l'assistance aux victimes de la traite, la prévention et la coopération. M^{me} Zuendorf-Hinte a insisté sur le fait que le Protocole relatif à la traite des personnes devait être lu à la lumière de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Les diverses dispositions du Protocole devaient être interprétées dans ce contexte.

8. La Présidente a présenté M. Wael Abou-El-Magd (Égypte), qui a exposé les défis auxquels l'Égypte devait faire face pour incorporer le Protocole relatif à la traite des personnes dans son droit interne. Il a souligné le fait que ce protocole devait être appliqué compte tenu de la situation interne du pays. M. El Magd a également mis en relief le fait que le Protocole devait être considéré comme un instrument offrant des normes minimales qui pouvaient et devaient être dépassées par le droit interne.

9. La Présidente a présenté M. Olivier Weber (France), qui a pris note des progrès réalisés grâce au Protocole relatif à la traite des personnes en faveur d'une compréhension universelle de la traite des personnes. M. Weber a souligné qu'il fallait s'appuyer sur les outils mis au point par l'UNODC et d'autres pour adopter des approches intégrées de la lutte contre la traite qui soient centrées sur les victimes.

10. La Présidente a remercié les intervenants pour leurs présentations et a ouvert les débats.

11. Au titre du point 3 de l'ordre du jour, le Groupe de travail a entendu des déclarations des États et des organismes suivants: Norvège, Colombie, États-Unis d'Amérique, Nigéria, Israël, Bélarus, Suisse, Canada, Mexique, Pologne, Belgique, Italie, Chine, Brésil, Namibie, Thaïlande, Argentine, Fédération de Russie, Espagne, France, Ligue des États arabes.

12. Les orateurs se sont penchés sur les points suivants: la nécessité d'appliquer la loi conformément à la situation interne pour atteindre les objectifs du Protocole et

accroître le taux de condamnation; le fait que le transport est seulement l'un des actes constitutifs de la traite des personnes; l'application du Protocole relatif à la traite des personnes même en l'absence de tout élément de transnationalité; la relativité du concept d'exploitation; les problèmes conceptuels de distinction entre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants; la question du consentement; la relation entre le Protocole relatif à la traite des personnes et la Convention contre la criminalité transnationale organisée; et la nécessité d'encourager la participation des victimes en tant que témoins dans les procédures pénales.

Recommandations: Point 3 de l'ordre du jour

1. Le Groupe de travail sur la traite des personnes, créé conformément à la décision 4/4 de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, a adopté les recommandations ci-dessous pour examen par la Conférence à sa cinquième session.

Application du Protocole relatif à la traite des personnes

2. En ce qui concerne l'interprétation des différents concepts qui requièrent des éclaircissements:

a) La Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée devrait donner aux États parties des indications sur ces concepts;

b) Conformément à la recommandation 7 du rapport précédent du Groupe de travail, le Secrétariat devrait, en consultation avec les États parties, préparer des documents pour aider les agents du système de justice pénale dans la procédure pénale, notamment pour les questions de consentement; d'hébergement, d'accueil et de transport; d'abus d'une situation de vulnérabilité; d'exploitation; et de transnationalité.

3. Les États parties devraient veiller à ce que la législation nationale incrimine, au minimum, les formes d'exploitation citées dans le Protocole et ils devraient envisager d'inclure d'autres formes d'exploitation.

4. Les États parties devraient veiller à ce que toutes les formes d'exploitation visées par la législation nationale soient aussi définies clairement dans la législation ou la jurisprudence et soient accompagnées de lignes directrices opérationnelles à l'intention des praticiens de la justice pénale.

5. Lorsqu'ils appliquent la définition de la traite des personnes donnée par le Protocole, les États parties devraient veiller à ce que:

a) Lorsqu'il y a un recours à la tromperie, à la contrainte ou à d'autres moyens visés par le Protocole, le consentement de la victime ne soit pas pris en compte dans l'établissement de l'infraction de traite des personnes;

b) L'infraction de traite des personnes puisse être établie avant même qu'un acte d'exploitation ne survienne.

6. S'agissant de l'application du Protocole relatif à la traite des personnes, les États parties devraient interpréter le Protocole dans le contexte de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

7. Sachant que le Protocole ne donne pas de dispositions législatives types, les États parties devraient élaborer leur législation nationale conformément à leur situation interne.
 8. La Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée devrait examiner l'opportunité de demander à l'UNODC de préparer, en consultation avec les États parties, des observations d'ordre juridique sur la Convention et les Protocoles s'y rapportant.
 9. Les États parties devraient reconnaître l'importance des témoignages de victimes/témoins pour assurer la condamnation des auteurs de la traite en prenant des mesures visant à aider et appuyer les victimes, indépendamment de leur coopération avec les autorités du système de justice pénale.
 10. Les États parties peuvent recourir aux possibilités prévues dans les articles 26-2 et 3 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée pour obtenir le témoignage de membres d'organisations criminelles dans le cadre des enquêtes et des démarches entreprises dans des cas de traite aux fins de poursuivre d'autres membres de l'organisation.
 11. Les États parties devraient accorder une attention particulière au premier élément constitutif de l'infraction de traite et reconnaître que l'hébergement ou l'accueil des victimes peut être suffisant, même en l'absence de transit ou de transport.
-